

LE TEMPS D'ALGERIE

07/10/2015



La conjoncture actuelle représente une aubaine : La Bourse d'Alger à l'affût de capitaux

18 ans après sa mise en place, la Bourse d'Alger ne compte aujourd'hui que quelques titres. Elle est, de ce fait, la plus petite place boursière de la région Mena, avec une capitalisation de seulement 13,3 milliards DA (180 millions de dollars) en 2012, soit moins de 0,1% du PIB du pays... L'autre comparaison donne également le tournis : la capitalisation des 14 places boursières arabes avoisine les 900 milliards de dollars.

Pour les spécialistes en la matière, l'origine du «désintérêt» affiché par les opérateurs nationaux aussi bien publics que privés trouve son essence dans le manque, voire l'absence de confiance, mais aussi par les différents obstacles à l'investissement et enfin la prépondérance de l'informel. Et comme un malheur ne vient jamais seul, le peu d'entreprises cotées pensent d'ores et déjà à... quitter la Bourse d'Alger, à l'instar de NCA Rouiba. Son patron, Slim Othmani, est catégorique : «Nous commençons sérieusement à réfléchir à une sortie de la Bourse», a-t-il menacé il y a quelques semaines. «Nous n'avons pas envie de sortir de la Bourse bien que cela nous coûte énormément en argent et en temps, mais nous ne pouvons pas continuer à évoluer dans cette situation», a-t-il expliqué. Du côté du secteur public, l'intérêt n'est, semble-t-il, pas au rendez-vous.

En effet, en dépit de l'instruction et de l'autorisation du Conseil des participations de l'Etat (CPE) en 2012, les 9 entreprises concernées ne sont pas encore cotées en Bourse. Le manque de travail de vulgarisation et d'incitation à intégrer le marché financier figure parmi les facteurs ayant provoqué cette léthargie. Rencontré en marge de l'université d'été du Forum des chefs d'entreprise qui s'est tenue le week-end dernier à Tlemcen, Abdelhakim Berrah, président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations en Bourse (Cosob), a laissé entendre que la responsabilité de cette situation, longtemps pointée du doigt par les opérateurs économiques, est partagée. «Oui, ils (les opérateurs économiques, NDRL) ont raison, car c'est à l'Etat d'aller vers les chefs d'entreprise et à nous de leur dire et montrer quel avantage existe en venant en Bourse. Nous, Nous le faisons ; peut-être ne le faisons-nous pas assez bien», nous a-t-il expliqué.

S.B

